

Motion

En sa qualité de Groupement européen pour la coopération territoriale, l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau demande instamment au gouvernement fédéral de revoir ses projets concernant le recouvrement d'une taxe sur les infrastructures pour les routes fédérales, régionales et communales.

L'introduction d'un péage sur les routes nationales et les autoroutes allemandes freinerait considérablement le trafic frontalier bilatéral et serait perçue par la population française comme un « droit de passage ou une taxe d'entrée pour l'Allemagne ».

Non seulement elle aurait un impact négatif dans les secteurs du marché du travail, de la formation, des soins médicaux et du tourisme, mais elle enverrait également un mauvais signal : il faut éviter de créer des obstacles supplémentaires à la frontière française et tout faire pour que l'intégration européenne soit perçue comme un modèle dans la vie quotidienne des citoyens.

Les quelque 6 000 frontaliers français qui viennent travailler chaque jour dans l'Ortenau seraient dès à présent particulièrement touchés par un péage qui se révélerait particulièrement contre-productif au regard des récents efforts de la politique régionale qui tente de pallier le chômage élevé chez les jeunes en Alsace et la pénurie croissante de main-d'œuvre dans le Bade-Wurtemberg.

Des frais de mobilité supplémentaires ont un effet dissuasif chez les jeunes gens qui disposent de moyens financiers restreints alors qu'il faudrait plutôt les encourager pour qu'ils osent aller voir ce qui se passe Outre-Rhin. Cette jeune génération est, en effet, le socle de notre avenir européen commun.

Ne serait-ce que dans le secteur du tourisme, quelque 83 000 Français sont venus dans l'Ortenau en 2013 et un recul de fréquentation ferait beaucoup baisser le chiffre d'affaires réalisé dans ce domaine.

Depuis des décennies, le Rhin supérieur s'efforce de mener une politique qui aspire à faire tomber les nombreuses frontières dans le domaine social, économique et culturel et à rendre ainsi les frontières nationales entre l'Allemagne et la France ou la Suisse de plus en plus perméables. Notre Eurodistrict est considéré comme un laboratoire de l'intégration européenne et, selon les paroles de Monsieur Friedrich, ministre en charge des affaires euro-

péennes du Land de Bade-Wurtemberg, « l'Europe est présente dans le Rhin supérieur comme nulle part ailleurs ».

L'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau a été créé en 2010 avec comme objectif le renforcement de la coopération transfrontalière et le développement des relations transfrontalières. La mise en œuvre de ces objectifs doit conforter le rapprochement des populations dans cet espace frontalier. Pour ce faire, une mobilité élevée des personnes, également au sens figuré, est inaliénable.

Le Conseil de l'Eurodistrict Strasbourg-Ortenau soutient également la demande de la Conférence du Rhin Supérieur et du Conseil Rhénan qui plaide pour un renouvellement et un entretien du réseau routier allemand qui ne soient pas en contradiction flagrante avec les objectifs déclarés depuis des décennies, lesquels visent le développement d'un espace de vie et de travail mais aussi d'un espace économique communs dans le Rhin supérieur.

Nous présenterons également la présente résolution à la Commission européenne et au gouvernement du Land de Bade-Wurtemberg en sollicitant leur soutien.